

NOTES et glanures

MOYEN AGE

J. C. RUSSELL, *Aspects démographiques des débuts de la féodalité*, dans *Annales*, t. 20, p. 1116-1127, Paris, Colln, 1965.

La féodalité se caractérise par l'usage de la force, la place prépondérante du chevalier, la lutte pour les *honneurs*, la qualité fluide des relations entre personnes. En se fondant sur des tables de mortalité anglaises du XIII^e siècle, l'auteur suppute les chances de la dynastie carolingienne où cinq générations de rois régnèrent plus de vingt-cinq ans en lignée directe et estime la probabilité à 1 sur 12.500 : un des hasards les plus stupéfiants de l'histoire. Si la primogéniture a été exigée des suzerains de leurs vassaux pour rassembler les devoirs dans les mêmes mains, vis-à-vis des plus puissants d'entre eux, l'inverse est vrai aussi. Il faudrait donc chercher le succès de cette situation de fait dans un facteur démographique. L'étude de la composition des familles démontre que avant l'an mil l'aîné a toute chance de consolider sa position au moment de la mort du père avant que son cadet ne soit en âge de le gêner. Après l'an mil le droit est acquis. Les familles comptent alors plus d'enfants en raison peut-être de l'utilisation de nourrices qui permettent à l'épouse une plus grande fécondité. Ainsi se constitue une importante réserve humaine qui se déversera dans diverses directions. L'aventure tente les cadets par goût juvénile, par nécessité matérielle, et cela malgré un important épouillage par le clergé. La décentralisation caractéristique de la féodalité laisse libre cours à l'initiative individuelle et constitue un important facteur de dynamisme. A noter que les forces armées féodales sont en général faibles en raison de leur composition peu homogène d'où la tendance des princes les plus

riches à mobiliser des mercenaires dont les troupes sont plus efficaces.

R. V. S.



Jean FAVIER, *Un conseiller de Philippe le Bel, Enguerrand de Marigny*. Mémoires et Documents publiés par la Société de l'Ecole des Chartes, t. XVI, p. 254, in-8°, Paris, P.U.F., 1963.

Une biographie, oui, mais ni une histoire romancée ni une apologie. Sans parti pris, l'A. étudie la vie, la carrière politique, l'ascension et la chute du célèbre conseiller de Philippe le Bel. A travers des documents qui ne sont ni nombreux ni explicites, M. F. reconstitue les étapes de la carrière d'Enguerrand de Marigny, évalue sa fortune foncière, étudie ses interventions tant dans les affaires intérieures du royaume que dans les affaires extérieures. Principal conseiller financier du roi (1313-1314), Marigny joua un rôle non négligeable dans les affaires concernant l'Angleterre, l'Artois, la Flandre et la Papauté. La fin du conseiller est bien connue. Après une enquête sur sa gestion financière, il fut condamné à la pendaison et resta pendant deux ans au gibet de Montfaucon. La cause de sa disgrâce est évidente : la fortune de Marigny avait suscité, sans nulle doute des rancœurs, des envies, une impopularité très grande tant chez les petits que chez les grands et les princes du royaume. L'auteur va au-delà de l'étude du cas de Marigny et examine la politique institutionnelle du dernier grand Capétien. Travail bien difficile d'autant plus qu'il s'agit d'une période de transition.

Retenons la conclusion de l'auteur (p. 224) « Marigny était d'abord un modeste chevalier dont l'élévation sociale fut aussi rapide et réelle dans la hiérarchie féodale que dans la réalité politique, mais

on ne saurait dire qu'elle fût démesurée. Cette ascension montre la souplesse d'un système social que l'on a parfois considéré comme rigide. Conseiller du roi, il sut étendre son influence à la plupart des affaires pour être, à la fin, le principal conseiller de Philippe le Bel. Ainsi, sur le plan politique, le pouvoir de Marigny était-il supérieur à celui des princes de la famille royale et des grands officiers et, se situait-il en marge des institutions gouvernementales existantes, de même qu'il n'était justifié par aucun titre. Comme souvent dans l'Histoire de France, le roi était conseillé et servi par un homme qui tenait de lui seul son pouvoir et son rang. Une ligue de la féodalité en fut normalement la conséquence et la chute du conseiller suivit de près la disparition de celui qui l'avait élevé.

P. B.



BAUTIER Robert Henri, *Les grands problèmes politiques et économiques de la Méditerranée médiévale*, dans *Revue historique*, t. 234, p. 1-28, Paris, PUF, 1965.

L'Empire romain c'est une domination assise tout autour de la mer, empire commercial et naval tout autant que politique et militaire. Il s'effondre au début du Ve siècle sous la poussée de peuples continentaux tournant le dos à la mer, seuls les Vandales s'occupent de marine. Champ de bataille et de querelle, la Méditerranée cesse d'être le cœur de la civilisation, elle subit les influences orientales. Dès le III^e siècle, il y a eu coupure des relations entre Orient et Occident méditerranéen. Un repli continental se manifeste. Sous Charlemagne, l'Empire d'Occident est aux mains d'un souverain germanique presque illettré dont le patrimoine est essentiellement foncier et dont les relations commerciales se limitent à du troc avec les peuples d'Europe centrale. Le seul trafic international décelable contourne la masse continentale ruralisée et appauvrie et par la Scandinavie, les fleuves de l'Est, la Mer Noire gagne Byzance, Perse et Arabie. Maintes monnaies couffiques jalonnent cet itinéraire jusqu'au Gotland et à Hedeby (Hait-habu), fort peu au contraire de monnaies carolingiennes : l'économie occidentale est exsangue. Les côtes de la Méditerranée occidentale forment le front où se heurtent Francs et Musulmans. Au X^e siècle, Venise assume la charge de commis-

sionnaire. En relation avec l'Empire germanique par le Brenner, elle se fait concéder en 992 une bulle d'or lui donnant libre accès à Constantinople. Les marins de Gaète de leur côté gagnent le Caire dès 973. En 977, un voyageur arabe affirme que Amalfi est la ville la plus opulente des pays lombards. Les hôpitaux de Jérusalem et d'Antioche sont amalfitains. Le premier droit maritime (*Tables d'Amalfi*) aussi. A toute époque des pèlerins se rendirent à Rome et aux Lieux Saints, des hôpitaux nombreux des VII^e et VIII^e siècles en témoignent (*xenodichia*). Au X^e siècle, des raisons économiques, politiques (Otton et l'Italie), religieuses et culturelles (le pèlerinage de Saint-Jacques date de 950. Sylvestre II est pape vers l'an mil, Cluny rayonne en Occident) multiplient les relations avec le Midi. Après 950, la pression sarrasine se relâche, en 1015 Gênois et Pisans écrasent la flotte musulmane des Baléares, en 1034 Pise s'empare de Bône, les Normands s'installent en Pouille et en Sicile, ils s'avancent vers l'Epire et l'Illyrie. Gênes, Pise, Gaète, Salerne et Amalfi, par une croisade s'emparent, en 1087, de Madhia en Tunisie. Ils négocient des privilèges commerciaux. Les marins de Bari ramènent le corps de saint Nicolas de Myre, en Cilicie. L'empire abbasside s'affaïssait depuis la dissidence iranienne, le schisme fatimide du Caire le terrasse. Jean Tzimiscès, le Byzantin, ravage en 975 les *échelles du Levant*. Les Turcs n'ont pas d'ambition maritime, leurs entreprises continentales se conjuguent avec les conquêtes normandes dans les Balkans et même en Anatolie (1074, Hervé et Roussel de Bailleul). La croisade de Godefroid de Bouillon attribue à Gênes, Pise, Venise, Amalfi et Ancône des privilèges commerciaux exorbitants. Leur marine a eu un rôle essentiel dans la victoire. En 1123, la dernière flotte musulmane (égyptienne) est anéantie par Venise. Gênes s'installe au Maghreb. La dislocation de l'empire almohade amène Gênes au XIII^e siècle à une volte-face vers l'Orient. Elle appuie les Grecs contre les Latins qui perdent Byzance en 1262. C'est l'époque où le Vénitien Marco Polo voyage en Chine, où les franciscains bâtissent un *foundouk* à Ts'uan-chou ou deviennent archevêques de Pékin. Les Gênois Vivaldi tentent de contourner l'Afrique. La perte d'Acre n'a pas d'incidence économique. L'Occident reprend la frappe des espèces d'or : le florin en 1252, le ducat en 1284. L'hy-

perpère d'or byzantin blanchit sous les alliage tandis que l'or occidental titre 24 carats. Le besant sarrasinois disparaît, l'argent se survalue pour commercer avec les Mongols. Le solde excédentaire est payé en pierres précieuses dont regorgent les coffres des princes occidentaux. L'or du Soudan s'écoule vers Gènes et vers l'Espagne. Au XIV^e siècle, la Méditerranée a retrouvé sa fonction de liaison de l'Antiquité romaine, mais seules quelques places en profitent grâce au grand commerce, à la banque et aux transports concentrés entre les mains d'un nombre réduit de patriciens.

Mais un retour de conjoncture survient la prépondérance des Etats-Villes passe aux puissances impérialistes : les Angevins de Naples et la couronne d'Aragon. Les premiers possèdent des ressources agricoles et la puissante marine d'Amalfi, de Gaète, de Naples, d'Ancône. Les seconds écartés de l'Espagne continentale fondent leur politique sur l'expansion de Barcelone. Une lutte sans merci s'engage sur mer, elle mine des adversaires éprouvés par la Guerre de cent ans, la Grande Peste, le recul social.

Au XV^e siècle, les Catalans l'emportent. Depuis 1380, les Allemands font de Barcelone le centre de leurs affaires. Jacques Cœur s'appuie sur les Catalans. La lutte consume cependant le vainqueur, la progression de la natalité est catastrophique pour les exportations, l'avance des Turcs en Orient arrache aux Aragonais leurs positions levantines et byzantines. Les villes italiennes retrouvent alors une certaine activité. Raguse assure la liaison avec l'Islam. L'Atlantique entre en Méditerranée. Séville et Cadix deviennent marchés de l'or soudanais en attendant celui des Amériques. En 1529 Barberousse s'empare d'Alger et rétablit sur le Maghreb l'étendard vert du Prophète. De part et d'autre deux Empires s'observent. Le lac méditerranéen sillonné par les barbaresques flambe de partout. Lépante ne sera qu'un coup d'arrêt provisoire.

R. V. S.



RUNCIMAN S., *The Fall of Constantinople 1453*, Londres, Cambridge University Press, 1965. 256 p. 8° 1 carte, 8 ill., 4 pl.

Le mardi 29 mai 1453, après un siège de huit semaines, Constantinople tombait

aux mains du sultan Mohammed II. L'auteur nous présente tout d'abord un historique succinct de l'empire byzantin décadent et de la puissance croissante du sultanat, puis une biographie de l'empereur Constantin XI et du sultan Mohammed II. L'ouvrage comporte ensuite toute une série de détails des plus intéressants sur les opérations militaires : les préparatifs et le début du siège (aux 100.000 Turcs et à l'armada de 130 navires qui l'assiégèrent, la grande cité opposa moins de 7.000 soldats et 26 vaisseaux), la perte de la Corne d'Or, l'énergique résistance des assiégés, la valeur de leurs chefs (l'empereur lui-même et le Génois Giustiniani Longo), les derniers jours et la chute de la cité. L'auteur évoque alors le sort des vaincus (beaucoup de massacres, la ville livrée au pillage trois jours durant, Sainte-Sophie transformée en mosquée...), les réactions en Europe, les survivants du drame. Le sultan fit, malgré tout, preuve d'une certaine tolérance ; admirateur du savoir grec, il fit rebâtir la ville plus grande et plus belle et permit à ses nouveaux sujets de conserver leur religion, la moitié seulement des églises furent transformées en mosquées. Mohammed II fit élire un nouveau patriarche (Georges Scholarius Gennadius), les Grecs formèrent alors un *millet*, c'est-à-dire une communauté se gouvernant elle-même dans le cadre même de l'empire sous l'autorité de son chef religieux, le patriarche, qui était responsable devant le sultan de la bonne conduite de ses sujets. Le sultan se réservait le droit de lever des taxes et de prélever des enfants mâles pour son régiment de Janissaires.

D'après S. Runciman, la chute de Constantinople n'eut pas dans le cours de l'histoire les conséquences importantes qu'on lui attribue généralement :

1. Sur le plan politique, les Turcs étaient déjà arrivés sur les rives du Danube et menaçaient l'Europe Centrale bien avant la chute de Constantinople. L'empire byzantin réduit à une ville affaiblie ne pouvait résister à l'empire ottoman comprenant la plus grande partie de la péninsule balkanique et l'Asie Mineure, empire solidement gouverné et possédant la meilleure armée de l'époque. Le seul prince européen qui eût été en mesure de porter secours à la cité assiégée était Philippe le Bon, mais il se rappelait sans doute les mésaventures de son père

vaincu et fait prisonnier par les Turcs à Nicopolis en 1396, si bien que malgré le Vœu du Faisan, la croisade n'eut jamais lieu.

2. Du point de vue commercial, contrairement à l'opinion admise, la présence des Ottomans à Byzance ne tua pas le commerce des villes italiennes (malgré le blocus de l'accès à la mer Noire). La conquête ottomane de l'Egypte fut plus désastreuse pour le commerce vénitien que la prise de Byzance et si Gênes fut sévèrement frappée par le contrôle du sultan sur les détroits, ce fut sa position précaire en Italie plutôt que la perte du commerce étranger qui occasionna sa décadence. La décadence des ports italiens fut due principalement à la découverte des routes océaniques.

3. Du point de vue culturel, la Renaissance se développa en Italie longtemps avant 1453. Byzance y apporta bien entendu sa collaboration, l'auteur nous apprend que déjà plus de cinquante ans avant la chute de la grande cité, des savants byzantins avaient quitté leur patrie appauvrie pour rechercher des chaires de professeurs en Italie ; quant aux savants grecs qui les suivirent après 1453, ils n'étaient pas des réfugiés fuyant l'Infidèle, mais des étudiants originaires des îles contrôlées par Venise.

4. Sur le plan religieux, l'idée de Moscou héritière de l'orthodoxie grecque n'était pas nouvelle. Les armées russes refoulaient l'Infidèle (les Tartares) vers les steppes et les ducs de Moscovie se déclaraient ainsi les champions de l'orthodoxie.

Toutes ces graines avaient donc déjà été semées, la chute de Constantinople ne fit qu'accélérer la récolte.

En fait, l'événement ne fut réellement important que pour deux peuples. Pour les Turcs, la prise de la ville impériale leur procurait une capitale nouvelle et garantissait le maintien de leur empire européen (actuellement les Turcs restent présents en Europe grâce à la possession d'une partie de la Thrace).

Pour les Grecs, héros tragiques du récit, c'était la fin de la splendide civilisation byzantine héritière de l'ancienne Grèce et de Rome et le début du règne de l'Anté-Christ.

sation byzantine héritière de l'ancienne Grèce et de Rome et le début du règne de l'Anté-Christ.

Ajoutons pour terminer que l'ouvrage comporte des plans (4) et gravures (8) qui constituent une documentation de tout premier choix, ainsi qu'une abondante bibliographie du plus haut intérêt.

C. D.



Jean-Pierre CHRETIEN, *Le moyen âge, âge d'or de l'Afrique*, dans *l'Information historique*, t. 27, p. 185-195, Paris, 1965.

En Afrique, peut-être plus qu'ailleurs, une collaboration étroite est indispensable entre les différentes sciences humaines : histoire, géographie, sociologie, économie. Il faut rendre son honneur à l'agriculture et penser avec M. Bloch que le premier vitrail a été préparé « par le hoyau et la serpe du défricheur ». L'or africain, recherché par les Génois et les Vénitiens, eut sa part au succès de l'Afrique noire médiévale. Dès le V^e siècle, des activités métallurgiques sont pratiquées en Afrique méridionale (Transvaal) par les « bush-boskopoïdes ». Il se pourrait d'ailleurs que la métallurgie du fer ait été mise au point dès le premier millénaire avant J.-C. par les forgerons de la civilisation de Nok en Afrique occidentale, où l'on honore la « Montagne de fer » véritable Magnitogorsk africain.

Une caractéristique de la civilisation africaine est son caractère urbain. Dans le Sud les villes sont entourées d'enceintes et pourvues d'Acropoles (Zimbabwe). Le commerce y fleurit. Les migrations vers l'Afrique australe sont une conséquence possible de l'assèchement du Sahara qui produit un cru démographique dans les Soudans. Le témoignage d'Ibn Batouta atteste de la perfection de l'administration qui garantit notamment dans le Mali (Afrique occidentale) la sécurité des transactions commerciales. La traite est la conséquence de l'attachement des Noirs à leur religion. Ils auraient pu s'en débarrasser par la conversion au Christianisme. La faiblesse des relations extérieures des Etats noirs procède de leur sujétion à l'égard des pays musulmans.

R. V. S.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

André LATREILLE, *La seconde guerre mondiale*, Paris, Hachette, 1966, 365 pages, 240 fr. b.

« Rédigé à l'intention du grand public, ce livre peut être aussi un livre pédagogique et un livre d'histoire.

On y trouve d'abord un récit vivant : dix chapitres bien distribués qui s'enchaînent. Il est étonnant que M. Latreille ait réussi à raccourcir en quelque 350 pages une période aussi chargée d'événements puisqu'il débute en 1933 et qu'il finit après les deux capitulations en 1945 pour en donner les conséquences.

Une bibliographie, dressée par chapitre, accompagne l'ouvrage.

Après une introduction intitulée « la faillite de la paix » où M. Latreille note la situation de la vieille Europe, des Etats-Unis en face de la montée du Nazisme, le chapitre I montre les forces en présence, le chapitre II la guerre à l'Ouest l'effondrement de la France où l'auteur parle de la capitulation française et de la *Révolution nationale* qui, dit-il, a remis le pouvoir à Philippe Pétain, révolution nationale dont les slogans et les symboles se voulaient d'inspiration française et chrétienne.

Chapitre III, la Grande-Bretagne contre l'Axe, l'épreuve pour la communauté des peuples britanniques allait durer 12 mois.

Chapitre IV, offensive hitlérienne contre l'U.R.S.S., juin-décembre 1942.

Chapitre V, le conflit du Japon et des Etats-Unis décembre 1941 - août 1942.

Chapitre VI, le renversement de la marée, septembre 1942 septembre 1943.

Chapitre VII, l'Europe d'Hitler : l'Europe occupée sous le joug nazi, la Pologne esclave, le sort des Juifs, la question se pose, y aura-t-il un second front ?

Chapitre VIII, la libération de l'Europe, la capitulation du Reich, novembre 1943 - avril 1945 : à l'est l'U.R.S.S. prend l'offensive en 1943, l'Allemagne capitule en 1945.

Chapitre IX, premier bilan : révélation de l'univers concentrationnaire, l'abomination nazie, pertes en hommes, l'U.R.S.S., la Pologne et l'Allemagne dévastées, transfert de populations, ruines économiques, l'U.R.S.S. prête pour un nouveau départ, la question allemande, pas de traité de paix en vue, vers l'apaisement et la collaboration internationale.

L'auteur termine par une phrase de l'historien belge Léon E. Halkin : « Tous ceux qui, libres ou captifs, fidèles à leur idéal, ont choisi de vivre dangereusement sont aujourd'hui plus grands. »

J. D.



Marc BLOCH, *L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Armand Colin. Paris, 1967, 262 pages. Prix, 55 fr. fr.

Ce témoignage a été écrit en juillet 1940 et mis à l'abri par ce grand historien et ce grand résistant que fut Marc Bloch. Il a, dit-il, écrit ce texte en « pleine rage », en pleine débâcle, consciemment et a voulu donner à sa pensée une « sérénité intelligente ».

Ce livre semble une explication, un réquisitoire, une analyse extraordinaire. Le capitaine Marc Bloch trace du Haut Commandement français des portraits qui correspondent hélas trop à la réalité. Dans sa présentation du témoin, l'historien explique pourquoi il estime « nécessaire d'écrire ses impressions ». Il parle de son métier, « écrire et enseigner l'histoire », il essaie d'expliquer qu'il est peut-être plus français que ceux qui sont nés en France, il n'hésite pas à dire qu'il est juif, il explique ses situations diverses pendant la guerre de 14-18 et pendant la guerre de 1940, avant de passer à la description des trois semaines de débâcle.

En disant que le triomphe des Allemands fut essentiellement une victoire intellectuelle et que c'est peut-être là ce qu'il y a eu de plus grave, Marc Bloch explique la carence de l'armée française. Les chefs, ou ceux qui agissaient en leurs noms, n'ont pas su penser à la guerre.

Malgré les dures leçons de la campagne du Nord, les chefs militaires fran-

çais n'ont pas voulu comprendre que le rythme de la guerre avait changé.

L'auteur explique que, lorsque Pétain annonça qu'il demandait l'armistice, il n'est pas vrai de dire que toute défense était devenue impossible. Depuis que les événements s'étaient précipités, une frontière tendait à séparer les générations d'officiers. Les chefs n'appartenaient malheureusement pas à la nouvelle génération. En traitant du réembarquement de Dunkerque, Marc Bloch s'efforce d'avoir une vue objective sur l'aide apportée aux Français par les Britanniques. A travers les erreurs de stratégie, de méthodes, l'auteur analyse les sentiments humains, les rapports entre les hommes et la compréhension mutuelle.

Ses pages sur la pseudo-discipline ou le pseudo-dressage sont extrêmement émouvantes. Il ose parler du courage personnel qui, dit-il, n'est pas affaire de carrière ni de caste. Dans la déposition d'un vaincu, il prend la défense de l'histoire, car, on a parfois jeté le soupçon sur l'enseignement soi-disant historique des officiers. Cet enseignement n'était pas l'histoire, cette science est par essence, science du changement. Elle sait et elle enseigne que deux événements ne se produisent jamais tout à fait semblables. Elle reconnaît cependant dans l'évolution humaine des éléments sinon permanents du moins durables. L'historien sait bien que deux guerres qui se suivent, si la structure sociale, les techniques, la mentalité ont changé, ne seront jamais la même guerre. Or, dit-il, l'enseignement pratiqué dans les Ecoles Militaires est tout le contraire : aux chefs de 14 il a persuadé que la guerre serait celle de Napoléon ; aux chefs de 39 que la guerre serait celle de 14. Les officiers, dit-il, n'ont même pas « profité de l'exemple de la campagne de Pologne ». Il accuse les chefs d'avoir été prêts d'avance à désespérer du pays même qu'ils avaient à défendre et du peuple qui leur fournissait des soldats.

Ce livre se termine par des « écrits clandestins » : le testament de Marc Bloch, « Pourquoi je suis républicain », et quelques notes « pour une révolution de l'enseignement ». Dans ce dernier chapitre, Marc Bloch, à nouveau, prend la défense de l'histoire pour laquelle il demande un enseignement largement con-

çu, un choix neuf, une revision raisonnée des valeurs. Il termine par un conseil aux professeurs : il importe bien davantage à un futur citoyen français de se faire une juste image des civilisations de l'Inde ou de la Chine que de connaître, sur le bout des doigts, la suite des mesures par où « l'Empire autoritaire, se mua dit-on, en « Empire libéral ».

J. D.



Alexandre WERTH, *La Russie en guerre*, 2 volumes. Tome I, *La patrie en danger*. Tome II, *De Stalingrad à Berlin*. Collection « Témoins de notre temps ». Stock, Paris, 1965. 810 pages. Prix 450 fr. b.

Alexandre Werth est né à Saint-Petersbourg dans l'ancienne Russie et revint en U.R.S.S. moins de deux semaines après l'invasion allemande de juin 1941. Il y demeura pendant toute la guerre et plusieurs années ensuite. Correspondant de guerre du « Sunday Times », il fut le témoin des grandes batailles mais il a aussi vu vivre l'U.R.S.S. au cours d'une des plus terribles tragédies qu'un peuple ait jamais vécues. C'est pourquoi son livre est extrêmement intéressant et attachant parce qu'il nous livre l'U.R.S.S. à travers les témoignages d'écrivains, de maréchaux, d'hommes d'Etat, de combattants, de paysans, de petites ouvrières. Il nous montre la complexité des rapports entre la guerre et les hommes, entre l'Armée Rouge et l'action du Parti communiste, entre la stratégie russe et des personnages comme Joukov, Molotov, Kroutchev et avant tout Staline.

Le chapitre concernant le siège de Stalingrad semble être fait avec beaucoup d'objectivité et nous livre les témoignages des généraux allemands comme les témoignages des différents chefs d'armées soviétiques. Alexandre Werth nous éclaire sur la question polonaise, les rapports entre l'U.R.S.S. et les alliés, le partage de l'Europe où chacun a sa part de responsabilités.

Les derniers chapitres « Yalta, et la suite... » nous permettent de voir germer la guerre froide ; le panorama du monde contemporain, le péril des bombes atomiques. L'auteur analyse l'angoisse et la stupeur que la bombe atomique d'Hiroshima devait engendrer en Russie.

Si les espoirs mis pendant la guerre dans une paix des Trois Grands se sol-

dent par la guerre froide et le rideau de fer, si les illusions nées en 1944 s'en allèrent en fumée, il semble certain que l'idée d'une autre guerre fait horreur au peuple russe.

D'abondantes photos, des cartes illustrent ce livre qui se termine par une bibliographie : documents diplomatiques et officiels, discours officiels soviétiques, témoignages et documents divers en Union Soviétique, en Pologne, en Finlande, une liste de journaux et périodiques, un choix d'ouvrages allemands sur la guerre en Russie, et quelques œuvres littéraires importantes parues pendant ou immédiatement après la guerre, une place est faite aussi à la musique et au cinéma.

J. D.



Léon GOURE, *Le siège de Léninegrad*. Collection « Témoins de notre temps », Stock, Paris, 1966. 350 pages. Prix 250 fr. b.

S'appuyant sur une documentation en grande partie inédite, Léon Goure fait revivre d'une façon magistrale le siège de Léninegrad. Son livre est d'autant plus émouvant qu'il laisse les faits exprimer leur propre horreur. Les sources employées sont, à la fois, soviétiques et allemandes, de même que des souvenirs, des mémoires d'une multitude de survivants. La tâche que l'auteur s'est assignée consiste à expliquer pourquoi et comment Léninegrad a survécu.

Si les écrivains soviétiques ont tendance à considérer le magnifique courage et l'héroïsme des habitants de Léninegrad comme une preuve des vertus supérieures du système soviétique, Léon Goure est d'avis que l'explication de leur conduite est beaucoup plus complexe. Il est vrai qu'à aucun moment il n'y eut de soulèvement contre les autorités communistes pas plus qu'il n'y eut de velléités de se rendre aux nazis. Mais à travers le livre, on s'aperçoit que certains envisageaient une occupation de la ville par les nazis, qu'il y eut des déserteurs occasionnels. Et ce sont aussi des échos des atrocités nazies, qui contribuèrent à renforcer la volonté de résistance et le patriotisme des habitants de la belle cité.

Il faut cependant remarquer la force de l'appareil de direction communiste à Léninegrad qui sut ne pas s'effondrer devant

le danger. Si l'efficacité de cet appareil laissa beaucoup à désirer et si la population eut à souffrir inutilement à cause de ses erreurs, il ne perdit pas courage et garda fermement les commandes en main. La haine de l'ennemi, l'amour du pays, l'attachement à la cause communiste, la crainte du pouvoir et le simple désir de vivre, tels furent les facteurs qui ont joué un rôle actif.

Comme le fait remarquer Merle Fainod dans son introduction, le livre de Léon Goure ouvre de nouvelles perspectives à notre entendement de la nature du totalitarisme moderne et mérite d'être lu par de nombreux lecteurs. Les divergences de vues entre Hitler et son Etat-Major, ou du moins certains membres de son Etat-Major, devant le siège de Léninegrad sont extrêmement bien analysées.

De nombreuses photos inédites illustrent ce livre. Pour les historiens, l'abondante bibliographie, la liste des documents militaires allemands saisis et sélectionnés parmi les archives des différents Etats-Majors ou des unités de l'armée allemande, leur classification, pourraient à elles seules constituer un outil de travail.

J. D.



L. BEZYMENSKI, *Les généraux allemands avec Hitler et sans lui*. Edition du Progrès, Moscou, 583 pages. 1965. Prix : 110 fr.

D'une façon magistrale et presque jour par jour, l'auteur retrace l'histoire de la Wehrmacht depuis 1933 jusqu'à nos jours. Ce livre est, à nouveau, une mise en garde pour la sauvegarde de la paix. L'auteur se dit persuadé de la volonté de paix du peuple allemand mais il pense aussi qu'il faut connaître les méthodes, les plans et les procédés des ennemis de la paix. C'est pourquoi, systématiquement, il a essayé d'établir la vérité sur les généraux allemands, leurs relations avec Hitler et son régime, sur le rôle de l'Etat-Major Général allemand dans les événements internationaux du dernier quart de siècle.

Des statistiques nous apprennent la structure des cadres supérieurs de la Reichswehr de même que pour la Wehrmacht. La liaison économique entre les grands trusts allemands et Hitler est clairement établie, chiffres à l'appui.

L. Bézymenski a pu consulter les archives de la Défense Nationale de la R.D.A., de l'Institut Allemand d'Histoire Contemporaine, de l'Institut Allemand d'Economie.

Le dernier chapitre traite du passage de la Wehrmacht à la Bundeswehr. Ici l'auteur se laisse peut-être parfois emporter par son idéologie soviétique mais il est troublant de lire certains documents révélés dans cet ouvrage. La place de la Bundeswehr dans la structure des troupes de l'O.T.A.N. semble inquiétante selon lui.

Une note personnelle de l'auteur termine ce livre : « Hitler et ses généraux ont essuyé une défaite écrasante pendant la seconde guerre mondiale, les généraux sans Hitler peuvent et doivent être battus avant qu'ils n'aient réussi à déclencher la troisième guerre mondiale. »

Ce livre peut être très utile aux historiens si l'on tient compte de la subjectivité de l'auteur, car les chiffres, les documents, les statistiques qu'il utilise sont explicites et intéressants.

J. D.



Yvan MAISKY, *Qui aidait Hitler ?* Collection « Essais et Documents ». Edition de Moscou. 1965. 260 pages. Prix : 70 fr. b.

L'auteur du livre, Yvan Maïsky, membre de l'Académie des Sciences, occupait de 1932 à 1943 le poste d'ambassadeur de l'U.R.S.S. en Grande-Bretagne. Il a fréquenté des hommes d'Etat et personnalités politiques de l'Occident mêlés directement aux événements internationaux avant et pendant la guerre.

En se basant sur des documents et ses souvenirs personnels, l'auteur nous donne des portraits intéressants de ceux qui, en Angleterre, en France et en Amérique, par leur politique basée sur la peur du communisme ont peut-être aidé Hitler à déclencher la seconde guerre mondiale. On lit avec intérêt les positions et les décisions des hommes d'Etat anglais et leurs différents points de vue.

L'auteur explique l'échec de ses efforts de rapprochement franco-soviétique, la politique de Chamberlain et en arrive à la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique. C'est en citant des

faits et des chiffres qu'il réfute ici les arguments des politiciens de l'Occident sur l'attitude de l'U.R.S.S. à la veille de la guerre. Il n'hésite pas à dire que le pacte germano-soviétique était loin d'être un modèle de perfection mais qu'il retarda de presque deux ans l'agression de l'Allemagne contre l'U.R.S.S. facilitant la défense des principaux centres du pays et le passage des forces armées soviétiques à une contre-offensive victorieuse.

Il termine son livre par des citations appartenant à deux camps opposés : un discours de Khrouchtchev à Eisenhower en 1958 et les *Mémoires* de Churchill. Malgré toutes les différences qui séparent les auteurs de ces citations, ils sont unanimes à dire que la seconde guerre mondiale aurait pu être prévenue si l'Angleterre, la France et les Etats-Unis avaient formé rapidement un mur efficace à l'agression fasciste. L'auteur, bien entendu, ne rejette pas la faute à l'Union Soviétique mais en tout premier lieu il accuse Neville Chamberlain et Daladier.

J. D.



G. ROSANOV, *L'agonie du III^e Reich*. Collection « Essais et Documents ». Edition de Moscou, 1965. 306 pages. Prix : 70 fr. b.

Ce livre embrasse la dernière période de la guerre en Europe, de juillet 1944 à mai 1945.

A l'aide d'une abondante documentation, l'auteur nous fait revivre l'effondrement progressif de l'Allemagne nazie, la fin de Hitler, la prise de Berlin. Dans son idéologie marxiste, ce livre fait une large place à la lutte qu'a menée l'élément démocratique allemand en dépit du régime de terreur instauré par les hitlériens. En commençant par l'attentat contre Hitler, le 20 juillet 1944, l'auteur explique qu'il ne s'agit pas d'une révolte du peuple allemand ni des patriotes mais bien de certains généraux dont l'objectif essentiel était d'atténuer la crise politique croissant dans le pays, de miner le mouvement anti-fasciste en isolant la classe ouvrière et le parti communiste allemand et de maintenir, sous une enseigne nouvelle, le régime fasciste réactionnaire. Nulle part les conjurés n'indiquaient la nécessité d'en finir avec le parti nazi et avec le régime des camps de concentration.

A travers les archives allemandes, l'auteur nous retrace l'activité diplomatique des hitlériens pendant l'hiver 1944-45 dans plusieurs directions : Eisenhower, Montgomery. D'après l'auteur, cette manœuvre diplomatique avait pour but de parvenir, sous le couvert des pourparlers en cours, à un armistice réel avec l'Ouest et au transfert à l'Est de toutes les forces aptes au combat. Un chapitre nous raconte la prise de Berlin, le désarroi, l'incoscience et le désespoir d'Hitler. Désespoir et désarroi qui se marquent peut-être d'une façon atroce à partir de janvier 1945 où les S.S. se mirent à exterminer systématiquement les anti-fascistes déportés des pays occupés en appliquant l'ordre « Nuit et brouillard ».

La fin de Hitler, de son Etat-Major et de leurs espoirs, nous est retracée avec force détails et notamment la jalousie entre Goering et l'Amiral Dönitz concernant la succession de Hitler. Celui-ci, dans son testament, a désigné Dönitz. Il est intéressant de voir que, même le jour de la signature de l'accord entre Dönitz et Montgomery, paraît une directive secrète signée Keitel disant que déposer les armes signifie la fin de la lutte contre l'Occident mais à l'Est la guerre continue.

Ce livre se termine par quelques observations personnelles concernant la mentalité de l'Allemagne de l'Ouest, de ses généraux, et concernant également le problème de Berlin. L'auteur pose la question : la leçon si instructive de l'histoire a-t-elle servi aux milieux dirigeants des pays impérialistes ? Les faits disent que non. Il est bien entendu qu'ici il s'agit d'idées personnelles de l'auteur sur la question.

J. D.



Henri AMOUROUX, *Quatre ans d'histoire de France*. Librairie Hachette. Paris, 1966. Album de 300 pages.

Cet album divisé en 13 chapitres, commence à la signature du pacte de Munich en 1938 et se termine à la libération de Paris en 1944. Il s'agit, d'après l'auteur, de montrer 4 années d'histoire de France avec pour décor les camps de prisonniers, les villes pavoisées aux couleurs nazies, les boulangeries sans pain, les fusillades dans les cours des prisons. La guerre partout présente galopant de pays en pays et sautant de continent à conti-

nant. Il ne s'agit pas, ici, de tout raconter date après date, il s'agit de montrer par l'image le véritable visage de ces quatre années de vie quotidienne, de ces 4 années après lesquelles plus rien ne sera pareil. Les documents photographiques sont très intéressants et les reproductions sont excellentes. Tous sont des documents d'époque tirés de différentes archives, soit archives de la guerre, soit actualités françaises, soit agences de presse, soit de musées de camps de concentration. Pour le professeur qui s'intéresse à la seconde guerre mondiale, cet album représente une source d'illustration à ne pas négliger.

J. D.



Alan BULLOCK, *Hitler* — Encyclopédie contemporaine. Culture arts loisirs. Académie du livre. Tournai, 542 pages.

Ce gros livre veut raconter la vie privée d'Hitler, étudier son caractère et sa psychologie, à travers l'histoire de l'Allemagne de 1929 à 1945. L'auteur dit qu'il a écrit cette œuvre sans but intéressé et sans cause à défendre. Son intention n'a été ni de réhabiliter Hitler ni de l'accabler. Il faut remarquer cependant que d'après Alan Bullock la conception du parti nazi, la propagande qui devait lui attirer le peuple allemand et la tactique par laquelle il arriverait au pouvoir, tout cela fut incontestablement l'œuvre de Hitler. La chance et la désunion de ses adversaires expliquent beaucoup de ses succès, mais pas tous. D'après l'auteur encore Hitler se lança dans la politique avec de sérieux handicaps et il devait posséder, pour faire ce qu'il a fait, des talents sortant de l'ordinaire dont la somme faisait de lui un véritable génie politique, génie malfaisant certes, mais un génie. Une bibliographie termine cet ouvrage, bibliographie qui tient compte essentiellement des sources de première main et comprend également les journaux et les mémoires. Elle ne cite des ouvrages secondaires que lorsque ceux-ci emploient un matériel original non publié jusqu'alors. Il est à regretter que les illustrations, les photos, et les documents soient si mal reproduits, de plus certaines photos sur fond noir ou sur fond rouge sont réellement à déplorer dans un livre qui pourrait servir aux historiens. Il

ne s'agit pas ici d'une critique concernant l'auteur mais concernant l'édition.

J. D.



Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale. (Paris).

Cette publication trimestrielle éditée aux Presses universitaires de France est très utile à tous les historiens et professeurs qui s'intéressent spécialement à cette question. Dirigée par Monsieur Henri Michel, avec un comité de rédaction où nous trouvons les noms de MM. Duroselle, Labrousse, Renouvin, elle contient des articles généraux, souvent groupés d'après un thème, une documentation intéressante, des comptes rendus et une bibliographie réalisée par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Le n° 64 d'octobre 1966 est consacré à la propagande. Nous y trouvons les directives de Goebbels, l'organisation de la propagande allemande en France, y compris les actualités cinématographiques, l'opinion publique devant la propagande allemande et l'invasion de l'U.R.S.S., parmi d'autres articles tout aussi intéressants.

J. D.



HENRI MICHEL, *Vichy, année 1940.* — Collection « L'histoire que nous vivons », Robert Laffont, Paris 1966, 440 pages.

L'auteur retrace la collaboration, l'idée que s'en faisait le gouvernement de Vichy, en étudiant la politique de ce gouvernement replacée « dans la sombre lumière du moment où elle fut conçue ». Certaines questions nous semblent intéressantes : Le gouvernement de Vichy pouvait-il pratiquer une autre politique ? L'a-t-il tenté ? Y a-t-il seulement pensé ?

J. D.



Georges COGNIOT, *La révolution d'octobre et la France.* — Collection « Notre temps ». Editions sociales. Paris, 1966. 25 fr. b.

Dans ce petit livre Georges Cogniot essaye de montrer l'influence de la révolution socialiste d'octobre 1917 sur le mouvement ouvrier français, en étudiant des problèmes clairement mais succincte-

ment qui demeurent d'actualité mondiale : problème de la paix, de la conquête de l'Etat, de la nature du socialisme. Préfacé par Waldeck Rochet ce petit livre se place bien entendu dans la doctrine du parti communiste français, et étudie tous ses problèmes à partir de ce point de vue.

J. D.



HISTOIRE DE L'EGLISE

R. TAVENEAU, *Jansénisme et Politique.* A. Collin, coll. U., Paris, 1965, in 8°.

Le jansénisme ne se présente pas comme un système théologique fermé, mais, au contraire, s'intègre aux ensembles les plus complexes de la Contre-Réforme. Mouvement fort diversifié, il est cependant un courant spirituel à l'intérieur du catholicisme. Stricte doctrine théologique, à l'origine, le jansénisme deviendra tributaire de l'univers mental et des structures économiques de son temps, et ce, d'autant plus que l'imbrication était étroite entre l'autorité spirituelle et le pouvoir temporel (p. 11). De nombreux problèmes se posèrent au jansénisme : 1) quelle place donner à la nation dans l'Europe chrétienne ; 2) comment accorder l'Eglise au cadre national ; 3) quelle est l'origine et quelle doit être la forme du pouvoir politique ; 4) le chrétien est-il étranger au monde ou l'artisan de son développement ; 5) les économies nationales sont-elles au service de l'individu ou de l'Etat ; 6) les hiérarchies temporelles procèdent-elles d'une volonté providentielle ou de la nature déchue, les transformations sociales sont-elles à proscrire, à favoriser, à ignorer ?

Au début du XVII^e siècle, le jansénisme est un mouvement d'opposition au nationalisme étatique de Richelieu lors du conflit qui l'opposa à Saint-Cyran. Celui-ci s'était rapproché du parti dévot de Bérulle qui rejetait le primat absolu de la raison d'Etat. Le jansénisme devient donc un parti d'opposition qui se rapproche de la Fronde. La doctrine se rattache de manière plus ou moins directe à l'individualisme bourgeois sans cependant coïncider avec la naissance de la bourgeoisie. Les affinités entre le jansénisme et la bourgeoisie sont d'ailleurs à rechercher dans la bourgeoisie de robe et non celle du grand capital. Le calvi-

nisme a été à l'origine du développement de l'esprit d'entreprise et conduira à l'essor de l'esprit capitaliste alors que le jansénisme refuse le monde. Pendant le règne de Louis XIV, les Jansénistes entrent dans l'action politique. Port-Royal polarise l'opposition sous toutes ses formes : aristocratie déçue, bourgeoisie atteinte dans ses intérêts, noblesse de robe aux ambitions politiques inassouvies. C'est donc de cette époque que date le rapprochement du jansénisme et du Parlement, qui fera naître la crainte d'une union de l'opposition religieuse et de l'opposition politique. Au XVIII^e siècle, la doctrine se modifie et va s'affaiblissant pendant la révolution pour rester sans influence politique au XIX^e siècle. La doctrine a contribué à développer l'individualisme, la morale et la conscience, le libéralisme mais a rejeté les valeurs bourgeoises fondées sur la seule recherche du bonheur temporel, sur la réussite terrestre et sur l'accumulation des biens. Son attitude de refus à l'égard du prêt à intérêt va dresser contre lui le monde capitaliste. En conclusion, le jansénisme est proche de la bourgeoisie par ses aspirations politiques mais s'en éloigne par son idéal social.

Notons l'évolution du mot *républicain* : individualiste impénitent, au loyalisme douteux, ce mot ne revêt pas cependant un sens politique très précis ; il désigne des individus suspects, indociles, portés à l'opposition ; on l'applique aux libertins et aux sceptiques, aux parlementaires révoltés et aux jansénistes.

Ce petit volume comprend une cinquantaine de pages d'introduction et de très nombreux textes répartis en plusieurs chapitres accompagnés d'excellentes notes explicatives.

P. B.



A. Th. VAN DEURSEN, *Professions et métiers interdits. Un aspect de l'histoire de la révocation de l'édit de Nantes*, Groningue, 1960.

La révocation de l'édit de Nantes et ses conséquences ont déjà fait l'objet de nombreuses études, mais surtout à propos de problèmes touchant à l'histoire religieuse. L'originalité de ce livre consiste dans le fait que l'auteur s'est attaché aux conséquences et au relevé des mesures prises par Louis XIV et ses suc-

cesseurs pour exclure les protestants du pouvoir judiciaire, du notariat, du barreau, de l'enseignement, des corporations d'apothicaires et de chirurgiens. Cette étude scientifique très poussée et un peu sèche, s'étend sur une période qui va de 1598 à 1789 et intéressera également le professeur d'histoire par l'excellente bibliographie relative à l'édit de Nantes et à l'histoire de l'Eglise aux temps modernes et aux textes remarquables publiés en annexe. Un index des noms cités complète cet excellent ouvrage.

R. R.



Les Jeunesses numismatiques. Publication du Cercle d'Etudes numismatiques.

Le Cercle d'Etudes numismatiques s'est penché sur le cas des jeunes qui sont parfois intéressés ou attirés par la monnaie. La perplexité des jeunes est grande : comment s'informeront-ils, comment connaîtront-ils les premiers éléments de la numismatique puisque les travaux savants ne sont pas à leur portée ? Le but des jeunesses numismatiques est quadruple :

1. Donner les éléments qui permettront aux jeunes d'acquérir des bases générales sûres ;

2. Donner des renseignements précis, clairs, détaillés sur tous les problèmes qui se posent à eux ;

3. Apporter une réponse aux questions nombreuses qui ne manqueront pas de se présenter ;

4. fournir un moyen de communication entre tous les jeunes intéressés par la numismatique.

Ce programme peut paraître ambitieux mais c'est, sans doute, à long terme, le meilleur moyen de former de véritables numismates. Nous renvoyons donc les jeunes amis des monnaies à cette petite revue qui paraît dix fois par an et dont l'abonnement ne coûte que 60 francs à verser au C.C.P. 9572.61 du Cercle d'Etudes numismatiques à Bruxelles. En dehors de la publication de la revue, les J.N. organisent aussi des réunions mensuelles. Maître M. Colaert, 20, rue de l'Anémone, Bruxelles 18, s'occupe de cette section. Cette dernière initiative nous paraît également digne d'intérêt.

P. B.